

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 35 | 15 -21 Février, 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 127 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

15 février : La police a [arrêté](#) 718 personnes, dont des politiciens du HDP, pour terrorisme. Cette vague de détentions est survenue un jour après que le gouvernement ait annoncé le meurtre de 13 ressortissants turcs retenus en otage dans le nord de l'Irak par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

15 février : Kübra Kuzan, âgée de cinq ans, est [morte](#) d'un cancer sans avoir pu voir son père emprisonné après que les autorités aient rejeté la demande de son père visant à suspendre sa peine de prison en vertu de la loi sur l'exécution des peines, qui stipule que les peines des prisonniers dont les parents au premier degré sont gravement malades peuvent être reportées d'un an.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020,

dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

15 février : La police d'Ankara a [arrêté](#) un groupe de femmes après qu'elles aient tenté d'organiser une manifestation contre le projet gouvernemental d'une université entièrement féminine.

17 février : Dans [une lettre conjointe](#) adressée au gouvernement turc le 11 février, les rapporteurs spéciaux des Nations unies ont exprimé leur profonde inquiétude quant à la nouvelle législation turque sur le financement du terrorisme, car ses dispositions dépassent le champ d'application de la loi et visent la liberté d'association dans le pays.

17 février : Le bureau du gouverneur de Van a [interdit](#) tout rassemblement en plein air pendant une période de 15 jours. Grâce à des prolongations consécutives, l'interdiction a été maintenue en vigueur de manière ininterrompue dans la province depuis novembre 2016.

18 février : Le bureau du gouverneur de Hatay a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

19 février : La police a [arrêté](#) le poète Çayan Okuduci à İstanbul pour avoir participé à une manifestation à Siirt en 2014. Okuduci a été libéré sous condition le lendemain.

20 février : Le bureau du gouverneur de Mardin a [interdit](#) tout rassemblement en plein air pendant 15 jours.

21 février : La police a [arrêté](#) deux personnes à İstanbul pour avoir participé à des manifestations à l'université de Boğaziçi.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

15 février : Un tribunal de İstanbul a [condamné](#) à des peines de prison avec sursis quatre journalistes et militants des droits de l'homme qui étaient accusés de terrorisme pour avoir dirigé le journal Özgür Gündem, aujourd'hui disparu, et fait campagne contre les efforts de censure en 2016.

15 février : Un tribunal d'Ankara a [condamné](#) l'ancien haut fonctionnaire des services de renseignement Sabri Uzun à 11 mois et 20 jours de prison pour insulte au président sur les réseaux sociaux.

15 février : Un tribunal d'Ankara a [imposé](#) une amende monétaire à l'éminent défenseur des droits de l'homme Şebnem Korur Fincancı pour avoir insulté un fonctionnaire public, à raison d'un post sur les réseaux sociaux concernant l'ancien premier ministre et actuel président Recep Tayyip Erdoğan en 2013.

15 février : Les procureurs d'Ankara ont [lancé](#) une enquête sur les législateurs du HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu et Hüda Kaya à propos de leurs remarques critiquant une opération militaire bâclée dans le nord de l'Irak.

15 février : La police d'Erzurum a [arrêté](#) quatre personnes à cause de leurs messages sur les réseaux sociaux. Les détenus ont été libérés deux jours plus tard après leur interrogatoire.

15 février : La police de Şırnak a brièvement [arrêté](#) un homme nommé Abdullah Yaman pour ses messages sur les réseaux sociaux. Yaman a été libéré le même jour.

16 février : Un procureur a [inculpé](#) les journalistes Adnan Bilen, Cemil Uğur, Şehriban Abi, Nazan Sala et Zeynep Durgut, qui demandaient à être emprisonnés pour des motifs liés au terrorisme, pour leur couverture de la torture présumée de deux villageois kurdes aux mains des soldats dans la province orientale de Van.

16 février : Plusieurs tribunaux ont [bloqué](#) l'accès à dix sites d'information entre le 2 et le 16 février, pour des raisons de sécurité nationale et d'ordre public.

16 février : un tribunal de İstanbul a décidé de [bloquer](#) l'accès à des reportages sur un plan municipal local de transformation urbaine qui a été abrogé par une ordonnance du tribunal.

17 février : Un procureur de İstanbul a [demandé](#) des peines de prison allant jusqu'à quatre ans et huit mois pour les acteurs vétérans Müjdat Gezen et Metin Akpınar qui sont en procès pour insulte au président,

pour leurs commentaires lors d'un programme télévisé en 2018.

17 février : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations concernant un tweet publié par un universitaire impliquant une menace de mort à l'encontre du député d'opposition Sezgin Tanrikulu.

18 février : un tribunal de Şanlıurfa a [décidé](#) d'arrêter un homme nommé Müslüm Abbas pour diffusion de propagande terroriste.

18 février : Un rapport de l'association des journalistes a [révélé](#) qu'un journaliste sur quatre a subi des violences physiques et que la moitié d'entre eux ont reçu des menaces en 2020.

18 février : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) au gouvernement de payer 15 000 TL (1 750 €) de dommages et intérêts à la journaliste Beyza Kural qui a été victime de brutalités policières alors qu'elle couvrait une manifestation sur İstanbul en 2015.

18 février : Un tribunal de İstanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations sur un réseau criminel mis en place par un haut membre de la magistrature, un ancien agent de renseignement et un baron de la drogue condamné.

19 février : La Cour suprême d'appel a [confirmé](#) la peine de prison de deux ans et six mois infligée au député du HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu, accusé d'avoir diffusé de la propagande terroriste, à la suite d'un message diffusé sur les réseaux sociaux en août 2016.

19 février : Un tribunal de İstanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux articles de presse concernant l'ancien ministre des finances Berat Albayrak sur la perte de 130 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale.

19 février : Un tribunal de İstanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations concernant une affiche satirique de recherche conçue par des jeunes de l'opposition sur la disparition de l'ancien ministre des finances Berat Albayrak depuis sa démission en novembre 2020.

19 février : Un tribunal de İstanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un tweet et à plusieurs articles sur les commentaires du député de l'opposition Faik Öztrak concernant la disparition de l'ancien ministre des finances Berat Albayrak.

19 février : Le député de l'opposition Ali Mahir Başarır a [déclaré](#), sur la base des données du ministère de la Justice, que les tribunaux ont condamné 9 556 personnes pour insulte au président Recep Tayyip

Erdoğan, sur les 29 839 qui ont été jugées entre 2014, date à laquelle Erdoğan a pris ses fonctions de président, et 2019.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

15 février : Un tribunal de İstanbul a [condamné](#) à six ans et trois mois de prison avec sursis le militant des droits de l'homme Eren Keskin, jugé pour terrorisme, pour avoir dirigé le journal Özgür Gündem, aujourd'hui disparu, et fait campagne contre les efforts de censure en 2016.

15 février : Un tribunal de İstanbul a [imposé](#) une amende monétaire à l'éminent défenseur des droits de l'homme Şebnem Korur Fincancı pour avoir insulté un fonctionnaire public, à propos d'un post sur le réseau social concernant l'ancien Premier ministre et actuel Président Recep Tayyip Erdoğan en 2013.

19 février : La Cour suprême d'appel a [confirmé](#) la peine de prison de deux ans et six mois infligée au député du HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu pour diffusion de propagande terroriste, à propos d'un message sur les réseaux sociaux en août 2016.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

17 février : Une fuite de correspondance secrète a [révélé](#) que le ministère de la justice a demandé aux procureurs d'isoler et de surveiller étroitement les communications des anciens juges de la Haute Cour qui ont été radiés et emprisonnés pour terrorisme après la tentative de coup d'État de juillet 2016.

MINORITÉ KURDE

15 février : La police a [arrêté](#) 718 personnes, dont des politiciens du HDP, pour terrorisme. Cette vague de détentions est survenue un jour après que le gouvernement ait annoncé le meurtre de 13 ressortissants turcs retenus en otage dans le nord de l'Irak par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La plupart des détenus ont été libérés sous condition pendant la semaine.

15 février : Un tribunal de İstanbul a [condamné](#) à des peines de prison avec sursis quatre journalistes et militants des droits de l'homme qui étaient jugés pour

terrorisme pour avoir été invités à éditer Özgür Gündem, un journal aujourd'hui disparu qui s'était concentré sur les questions kurdes.

15 février : Un tribunal de Kars a [décidé](#) d'arrêter trois personnes sur les six cadres et associés locaux du HDP qui ont été détenus le 12 février. Les trois autres ont été libérées sous condition.

15 février : Les procureurs d'Ankara ont [lancé](#) une enquête sur les législateurs du HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu et Hüda Kaya à propos de leurs remarques critiquant une opération militaire bâclée dans le nord de l'Irak.

16 février : Un tribunal de Kars a décidé [d'arrêter](#) trois personnes, dont le dirigeant local du HDP, Sevda Subaşı, qui ont été arrêtées le 12 février.

16 février : Un procureur a [inculpé](#) les journalistes Adnan Bilen, Cemil Uğur, Şehriban Abi, Nazan Sala et Zeynep Durgut, qui demandent à être emprisonnés pour des motifs liés au terrorisme, pour leur couverture des tortures qu'auraient subies deux villageois kurdes aux mains des soldats dans la province orientale de Van.

16 février : Plusieurs tribunaux ont [bloqué](#) l'accès à 10 sites d'information entre le 2 et le 16 février, y compris des sites pro-kurdes, en invoquant des raisons de sécurité nationale et d'ordre public.

16 février : un tribunal de Kocaeli a [décidé](#) de libérer à titre probatoire 13 membres locaux du HDP qui étaient détenus le 12 février.

17 février : un tribunal de Yalova a [décidé](#) d'arrêter cinq des huit responsables locaux du HDP qui ont été détenus le 14 février pour des raisons liées au terrorisme, tout en libérant les trois autres à l'essai.

18 février : Les autorités de Aydın ont [libéré](#) 13 personnes, dont des cadres locaux du HDP, qui étaient détenues le 14 février. La police aurait procédé à une fouille corporelle des détenus.

18 février : Un tribunal de Mardin a [décidé](#) d'arrêter l'ancien coprésident du district du HDP, Mehmet Selim Kılıç, pour des motifs liés au terrorisme.

19 février : La Cour suprême d'appel a [confirmé](#) la peine de prison de deux ans et six mois infligée au député du HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu pour diffusion de propagande terroriste, suite à un message diffusé sur les réseaux sociaux en août 2016.

19 février : Les procureurs d'Ankara ont [préparé](#) des résumés de procédures pour neuf législateurs du HDP, cherchant à lever leur immunité parlementaire, pour avoir prétendument organisé une vague de protestations dans des villes à prédominance kurde en octobre 2014.

19 février : Dilek Hatipoğlu, l'ancien maire de Hakkari qui a été [démis](#) de ses fonctions par le ministère de l'Intérieur en 2015, a assisté à la dernière audience de son procès avec un œil au beurre noir. Elle a déclaré avoir été battue par des gardiens de prison et soumise à des fouilles corporelles.

20 février : un tribunal de Bitlis a [décidé](#) d'arrêter Ekrem Yalçın, membre du conseil municipal du HDP, pour des motifs liés au terrorisme. Auparavant, Yalçın avait été détenu le 9 février et libéré sous probation trois jours plus tard.

OPÉRATIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

18 février : Le procureur de la Cour pénale internationale, [Fatou Bensouda](#), a déclaré qu'elle prendrait une décision concernant les colonies dirigées par les Turcs et les transferts de population dans le nord de Chypre avant la fin de son mandat, le 16 juin.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

19 février : İsmail Hakkı Pekin, un ancien responsable du renseignement à l'état-major turc, [a révélé](#) par inadvertance, lors d'une émission de télévision, le rôle possible de l'Organisation nationale du renseignement (MİT) dans le meurtre de trois femmes kurdes à Paris en 2013.

CONDITIONS DANS LES PRISONS

16 février : [Ersoy Karamustafa](#), un ancien enseignant arrêté en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est mort en prison à Covid-19, moins de deux mois avant sa libération conditionnelle. En avril 2020, le Parlement turc a adopté une loi sur la libération conditionnelle anticipée afin de réduire la surpopulation carcérale due à la pandémie, qui excluait les prisonniers politiques.

18 février : L'écrivain et journaliste [Ahmet Altan](#), 70 ans, n'a toujours pas été vacciné contre le coronavirus bien qu'il fasse partie des groupes prioritaires fixés par le ministère de la santé, selon les postes de sa fille sur les réseaux sociaux. Le même jour, le ministère de la Justice a publié une déclaration, annonçant que la vaccination des prisonniers a commencé conformément aux directives du ministère de la Santé.

19 février : Une [lettre](#) envoyée depuis une prison Tekirdağ par les avocats emprisonnés Süleyman Gökten et Özgür Yılmaz a révélé un certain nombre de problèmes concernant les conditions de détention, notamment des restrictions extrêmes sur l'eau du robinet, le manque de chauffage et le refus d'accès aux livres.

19 février : Les médias ont [rapporté](#) qu'une prison de Manisa a refusé des médicaments et des traitements au détenu Ekim Polat qui souffre d'une maladie cardiaque.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

16 février : Un procureur a [inculpé](#) les journalistes Adnan Bilen, Cemil Uğur, Şehriban Abi, Nazan Sala et Zeynep Durgut, demandant leur emprisonnement pour des motifs liés au terrorisme, pour leur couverture des tortures qu'auraient subies deux villageois kurdes aux mains des soldats dans la province orientale de Van.

16 février : [Muhammed Ünal](#), un jeune militant qui a été arrêté le 7 février et libéré le 12 février après avoir participé aux manifestations de l'université Boğaziçi, a révélé qu'il avait subi des violences psychologiques et physiques pendant sa détention.

17 février : les gardiens d'une prison d'Antalya auraient [agressé](#) plusieurs détenus.

18 février : La police d'Aydın a [effectué](#) une fouille corporelle sur quatre cadres locaux du HDP en détention.

18 février : Un [gardien](#) de la prison d'Istanbul qui avait battu le journaliste Barış Pehlivan en mars 2020, a été libéré avec un avertissement de l'administration pénitentiaire, malgré les images vidéo disponibles de l'incident.

19 février : [Dilek Hatipoğlu](#), l'ancien maire de Hakkari qui a été démis de ses fonctions par le ministère de

l'Intérieur en 2015, a assisté à la dernière audience de son procès avec un œil au beurre noir. Elle a déclaré avoir été battue par des gardiens de prison et avoir été soumise à des fouilles corporelles.

19 février : Le vice-président de l'AKP, Özlem Zengin, a [qualifié](#) les victimes de fouilles à nu dans les prisons et les centres de détention de "déhonorantes" pour avoir omis de signaler immédiatement de tels incidents aux autorités.

19 février : [Kadir Aktar](#), un mineur de 17 ans qui était jugé pour sa participation présumée au meurtre d'un officier de police d' Istanbul, a perdu la vie dans une prison pour mineurs. Alors que l'administration pénitentiaire a déclaré que la cause du décès était un suicide, l'avocat de Kadir Aktar a déclaré qu'il y avait des raisons de soupçonner qu'il avait été torturé.